Numéro saisi (voir n° 441 spécial)

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS VEULENT EN FINIR

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 404
JEUDI 11 NOVEMBRE 1954
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

avec

125 ans d'exploitation

Vive l'Algérie libre !

LE gouvernement Mendès et la presse à gages avaient pavoisé trop vite : les attentats du 31 octobre n'étaient pas des faits sans portée, due à des ordres étrangers et sans effet sur la population algérienne. Mitterrand a été obligé d'avouer ses mensonges lorsque le mouvement insurrectionnel du massif de l'Aurès s'est déclenché et rapidement amplifié.

Mais alors, la presse s'est déchaînée. Nous n'établirons pas de palmarès pour la presse infâme, nous mettrons à égalité *L'Aurore* et *Le Parisien*, *Le Figaro* et *Paris-Presse*, *Franc-Tireur* et *Combat*, *Le Monde* et *France-Soir*. Pour tous, les résistants sont des « bandits », des terroristes sans idéal, des « rebelles » qu'il faut réduire par la force. Le « Journal du dimanche » — doublure de *France-Soir* — a été jusqu'à citer le 7 novembre, avec félicitation, les prétendues déclarations d'une femme-médecin de Foum-Toub qui aurait demandé à partir elle-même pour une « exploration » : « Si ce n'est pas nettoyé énergiquement dans le mois qui vient, on sera descendus les uns après les autres. Il ne faut pas manquer ce coup-là » !

Pendant ce temps, le gouvernement — reconnaissant ainsi l'importance du soulèvement — envoyait contre les résistants algériens des renforts de troupes et de police, y compris des unités blindées et des parachutistes. Quatre cargos sont partis le 6 novembre, encore bourrés de C.R.S. munis de matériel de campagne » et on annonce de nouveaux départs de troupes. En même temps, la flicaille de Mitterrand-Mendès, au mépris de toute démocratie même formelle, interdisait le journal *L'Algérie Libre* et le parti qui l'édite, le M.T.L.D. Des centaines de perquisitions et d'arrestations étaient opérées, y compris chez Messali Hadj en résidence surveillée aux Sables-d'Olonne.

Et ceci n'est rien à côté de ce qui se passe en Algérie : nos camarades du M.L.N.A. ont pu réussir à nous informer directement : une répression sauvage s'exerce partout, même dans les zones calmes, gendarmerie, garde, police, arrêtent et perquisitionnent ; notre *Libertaire* alors qu'il n'a fait l'objet d'aucune décision d'interdiction pour l'Algérie — rappelons que *Le Libertaire* est interdit au Maroc et en Tunisie depuis longtemps — a été saisi arbitrairement, au cours du trafic postal.

(*Suite page 2, col. 1.*)

Exigeons le retrait du contingent et des troupes

Depuis Orléansville

LES événements d'Algérie révèlent les sentiments du peuple algérien contre le colonialisme.

Tout naturellement le Gouvernement cherche « les coupables » qui ont déclenché le mouvement. Dans l'Aurès, au Sud de Constantine, il a le caractère d'une insurrection. Les arrestations et les violences de toutes sortes se multiplient.

Il n'est point besoin d'être sorcier pour trouver les coupables. Prenons un seul fait : comment ont été secourues les populations sinistrées de la vallée du Chélif et d'Orléansville) ?

« L'Echo d'Alger », journal colonialiste, cite le 18 octobre, cette phrase du maire d'Orléansville, M. Bisgambiglia, « Mille sept cents familles n'ont pu encore toucher une tente et dorment à la belle étoile ».

« La Dépêche Quotidienne », autre journal colonialiste écrit le 23 octobre : « il y a plus de 4.000 familles à la rue et toutes n'ont pu recevoir le toit de toile qui leur donnerait au moins l'illusion d'être protégées contre la pluie et peut-être contre le froid. Mille deux cents n'ont même pas ce fragile asile de nuit. »

On pourrait multiplier par mille ces aveux.

Certains diront : « c'est une carence administrative ». Non !

C'est voulu. La preuve ? « Témoignage Chrétien », publie le 8 octobre, la photo d'une note signée : Le maire d'Orléansville, Bisgambiglia. Elle était adressée au président de la Croix-Rouge d'Orléansville. Le maire demande à la Croix-Rouge de ne pas ravitailler un certain nombre de douars « dont les hommes et les femmes ne sont pas venus travailler le matin » (du 15 septembre, c'est-à-dire, cinq jours après le tremblement de terre qui a complètement rasé ces douars).

Mais, direz-vous, il s'agissait certainement de travailler à charger les camions pour apporter ravitaillement, médicaments et tenues. Pas du tout : il s'agissait pour ces Arabes et *leurs enfants* — d'aller travailler dans les vignes des colons et des grandes sociétés de vignobles !

Le maire d'Orléansville confirme ainsi que l'administration coloniale n'oublie jamais, même en un tel moment, « de faire suer le Burnous ». *Quant aux secours ils sont allés d'abord aux Européens.* Ainsi au 10 octobre le douar de Béni-Rached (8.000 habitants tous sinistrés) avait reçu 50 tentes. Cinq autres douars totalisant 3.600 sinistrés ont reçu chacun deux tentes, etc.

Les secours d'abord aux colonialistes

MAIS il y a plus, par ordre du Gouvernement général, la gendarmerie s'efforce de retarder et même d'arrêter les secours venant d'Alger s'ils proviennent du comité par des membres du « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques ». Par exemple à Sedouk le jeune Mohammed Ben Ikene fut arrêté par la gendarmerie et interrogé pendant une heure pour avoir été trouvé porteur d'une liste de souscription pour les sinistrés. La gendarmerie exigea que ce jeune homme lui laisse les 34.000 francs de cette souscription. Comme il avait pu les faire parvenir aux intéressés, il a fallu qu'il emprunte cette somme pour la remettre à la gendarmerie et être libéré...

A chaque instant, les populations algériennes se heurtent à la même oppression violente.

Le cas d'Orléansville est typique : même lorsqu'il s'agit de morts, de blessés, de sinistrés, les fondés de pouvoir du Gouvernement colonialiste Mendès-France ont montré leur violent esprit de domination.

Il est évident que ça ne pouvait pas durer.

(*Suite page 2, col. 2.*)

UN APPEL DU BUREAU DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Le bureau de l'I.C.L.,

● devant la volonté de résistance du peuple algérien au colonialisme français;

● devant les monstrueuses et brutales mesures de répression, les perquisitions arbitraires et violentes, les arrestations incessantes des responsables des organisations anticolonialistes,

Salue la magnifique lutte de ceux qui combattent pour la liberté du peuple algérien et des peuples nord-africains en général.

Adresse le témoignage de la solidarité totale de toutes les sections de l'I.C.L. au M.L.N.A. (Mouvement Libertaire Nord-Africain).

Appuie totalement les sections de l'I.C.L. et spécialement la F.C.L. qui dans leur lutte acharnée contre l'asservissement colonial, traduisent dans la réalité la preuve de l'efficacité de la solidarité internationale.

Appelle à la lutte pour le retrait inconditionnel de toutes les troupes des pays de l'Afrique du Nord pour la cessation immédiate de toutes les représailles pour la libération de tous les condamnés politiques nord-africains.

Pour le bureau de l'I.C.L.
LE SECRETAIRE GENERAL

Le massif de l'Aurès peut tenir

Le massif de l'Aurès dans le sud Constantinois entre Batna et Biskra est depuis toujours un centre de résistance à la colonisation de l'Algérie. Toujours la population entière, y compris les femmes et les enfants, s'est dressée contre l'oppression coloniale. Ses habitants se sont peu à peu armés au cours de la guerre, soit par la récupération des armes abandonnées dans le désert pendant les combats 1942-1944, soit même par le départ de soldats et même de gradés de leurs unités avec armes et munitions.

C'est dire que les forces répressives vont y rencontrer des difficultés sérieuses ; il faut noter d'ailleurs que cette résistance est parfaitement consciente et il ne s'agit pas, comme dit la presse bourgeoise de « hors la loi » pris dans le mauvais sens.

Au pénitencier d'Orléansville

Combien y a-t-il de tués ?

Nous relevons au *Journal officiel* du 4 novembre (Débats Parlementaires), la question écrite suivante (page 4731) posée au moment du séisme de la vallée du Chéliff.

M. André Marty, député, demande à M. le ministre de l'Intérieur :

1) Combien de détenus se trouvaient au pénitentier d'Orléansville au moment du tremblement de terre de septembre 1954, dans les catégories suivantes :

a) détenus politiques (par nationalité) ;
b) détenus militaires ;
c) détenus civils.

2) Combien y a-t-il eu de tués et de blessés ?

Nous ne manquerons pas d'informer nos lecteurs de la suite.

Mais soulignons une fois encore le silence de toute la presse (*l'Humanité* comprise), sur les morts et sur les vivants évacués du hideux pénitencier, ainsi que sur la question écrite d'André Marty.

Déclaration du M.L.N.A.

Le Mouvement Libertaine Nord-Africain dénonce le colonialisme comme véritable responsable de la situation actuelle de l'Algérie.

Il constate que le terrorisme est la conséquence logique de 124 ans d'expropriations, de massacres, d'hécatombes au service de la mère patrie, de surexploitation, de répression, d'analphabétisme, d'étouffement de la personnalité culturelle, spirituelle et morale algérienne.

Il souligne que le déploiement des forces répressives militaires, policières et civiles aucunement en rapport avec la gravité des attentats témoigne de l'affolement d'un régime qui est prêt comme en 1945, où il y eut 45.000 victimes, à noyer dans le sang toute velléité de la population misérable à grossir les rangs de ceux qui ont pris les armes.

Il dénonce le caractère provocateur et mensonger de la presse colonialiste s'efforçant de créer un climat de panique favorable ou déchaînement de la pire des répressions.

Il s'élève contre le caractère arbitraire des détentions de militants et responsables du M.T.L.D. qui sont maintenus au secret, leur manifeste sa solidarité ainsi qu'à leur organisation et réclame leur libération immédiate ainsi que celle de tous autres militants anticolonialistes.

Il s'élève également contre la saisie illégale des journaux anticolonialistes et les perquisitions illégales dans les locaux des organisations anticolonialistes.

Il souligne le véritable visage du prétendu colonialisme « éclairé » prétendant donner l'essor économique en Afrique du Nord tout en l'asservissant politiquement, et une amélioration sociale et son fiasco lamentable.

Il met en garde les travailleurs et militants contre cet autre colonialisme « éclairé » de soi-disants nationalistes et anticoloniaslistes et qui consisterait à remplacer dans l'exploitation le gouvernement actuel par un autre équipe complice du gouvernement français, la bourgeoisie actuelle par une bourgeoisie nouvelle.

Il appelle tous les travailleurs nord-africains à prendre conscience de la nécessité d'une lutte révolutionnaire commune.

Il fait un appel pressant à toutes les organisations anticolonialistes afin de réaliser d'urgence un front antirépressif.

Il souligne aux organisations révolutionnaires françaises, la nécessité de se solidariser avec les peuples luttant pour leur indépendance contre leur ennemi commun l'Etat colonialiste et impérialiste.

Il les adjure de lancer un appel aux travailleurs français afin d'obliger leurs dirigeants à abandonner leur position de « colonialistes éclairés » avec leurs manifestations de solidarité platonique, pour s'engager sur le terrain de la véritable solidarité par de puissantes actions de masses

LE COMITE NATIONAL
du Mouvement Libertaire Nord-Africain.

Mauvaise foi et colonialisme éclairé

UN couple de jeunes instituteurs qui regagnait son poste, est mitraillé en compagnie du caïd dans un autobus, au cours de la nuit du dimanche 31 octobre au lundi 1er novembre. Notre malheureux collègue a été tué, si sa femme est actuellement hors de danger.

« Que nous nous élevions contre les actes de terrorisme aveugle qui frappent les victimes innocentes », comme le précise la motion adoptée par la majorité du bureau de la section d'Alger du S.N.I. est très compréhensible; encore fallait-il ajouter, afin de respecter la vérité, que les jeunes collègues se trouvaient en compagnie du caïd qui, pour ne pas utiliser les armes à feu, n'en condamne pas moins la malheureuse population à mourir de faim, en ajoutant son exploitation à la surexploitation de l'Administration, quitte à lui servir d'homme de main lorsque quelque ratissage s'efforce de rechercher l'un de ces terroristes qui méconnaissent les bienfaits de la « mère patrie ».

Où la motion est de la plus insigne mauvaise foi, c'est lorsqu'elle condamne ces terroristes qui frappent « aveuglément **même** de jeunes collègues métropolitains... ». La motion laisse entendre, sans ambiguïté, que les terroristes **savaient** qu'il s'agissait d'instituteurs qui regagnent leur poste, où nous étions à la fin du mois d'octobre, et les postes d'instituteurs se rejoignent à la rentrée scolaire. Nos majoritaires avaient le devoir de présenter la relation des circonstances de l'attentat plus objectivement, surtout qu'il a été exploité par la presse colonialiste qui, à l'égal de la presse du Maroc, au moment des événements de Casablanca, ajoutait à l'horreur de l'attentat en spécifiant mensongèrement que la jeune institutrice avait été violée, afin de créer une atmosphère de panique et de répression impitoyable.

On s'étonne, ou mieux, on est abasourdi par le fait que dans le 2e para-

FERNAND.

(*Suite page 2, col. 3.*)

La F.C.L. au combat

● Une AFFICHE condamnant l'odieuse répression colonialiste a été éditée immédiatement.

GROUPES F.C.L., ISOLES, SYMPATHISANTS,
PASSEZ VOS COMMANDES
LES 10 : 200 FR. FRANCO

● Nos camarades du M.L.N.A. doivent faire face à de grosses difficultés et le LIBERTAIRE ne leur parvient plus. Ils préparent une campagne de propagande très importante et évidemment très coûteuse.

AIDEZ-LES, SOUSCRIVEZ en indiquant sur votre envoi (au dos du mandat, par exemple : pour le M.L.N.A.), C.C.P. R. Joulin, 55-61-76, Paris.

Le Secrétariat de Propagande

VENDREDI 12 NOVEMBRE à 20 h. 30

LE LIBERTAIRE
FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895
par LOUISE MICHEL et SEBASTIEN FAURE

PALAIS DE LA MUTUALITÉ
24, rue St-Victor
PARIS (Ve)

ORGANISE SON

Grand Gala Artistique

au profit de son Comité d'Entr'aide

AVEC LE CONCOURS DE :

PEPE NUNEZ : Vedette des disques « PACIFIC »
GEORGES BRASSENS : Le Troubadour moderne
JEAN RAYMOND : et le « Rendez-vous des vedettes »
RENE-PAUL : Chansonnier du DEUX-ANES
MICHELE PATRICK : Diseuse du cabaret de l'ECLUSE
MICHELE ARNAUD : Chanteuse réaliste
LES FRERES DEMARNY : Les Jumeaux de la Chanson
CAMILLE GEORGES : Virtuose de l'accordéon
REMY CLARI : Chanteur réaliste
ROBERT DINEL: Chansonnier du DEUX-ANES

ET

LES GARÇONS DE LA RUE — **LA CHORALE DES A.J.**

★ **Jacques LAUDET** et sa célèbre formation de jazz ★

Le spectacle sera présenté par : **FENICIA** ✳ Au piano d'accompagnement : **SALVADO**

PENDANT L'ENTRACTE

MICHEL CROZIER — **IDA VAN DE LEEN**

DEDICACERONT

USINES ET SYNDICATS D'AMERIQUE (Un livre qui s'adresse à tous les militants ouvriers et syndicalistes)

LA HULOTTE (Une étude passionnante, sensible et pittoresque des paysans bourguignons)

PRIX DES PLACES : **250 FRANCS**
Billets à l'entrée du spectacle.
Ouvertures des portes à 20 h.

LOCATION

Service de Librairie F.C.L.
145, quai de Valmy, PARIS (Xe)
Tous les jours, même le dimanche de 9 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h.

La revalorisation des traitements des fonctionnaires envisagée par Mendès-France

Un Conseil de Cabinet s'est réuni le 2 novembre pour se prononcer sur la revalorisation des traitements des fonctionnaires.

Après maintes tergiversations, toutes décisions ont été reportées ultérieurement, un autre Conseil de Cabinet étant prévu, avec consultations interministérielles entre temps.

Mendès-France accepterait de consacrer une quarantaine de milliards au rajustement des traitements des fonctionnaires.

40 milliards, alors que plusieurs centaines de milliards seraient nécessaires pour satisfaire cette demande !

40 milliards, étalés en 2 ans, pour 2 millions de fonctionnaires environ: peu de chose, annoncé à grand renfort de presse.

D'après la Fédération générale autonome, l'ensemble des mesures se traduirait par des augmentations de 1.790 francs par mois pour le fonctionnaire à l'indice 185, 4.440 francs à l'indice 360, 10.450 francs à l'indice 630 et 14.000 francs à l'indice 800 !

Beau travail de F.O. qui, lors de son dernier congrès, ces jours-ci, a demandé « la hiérarchisation à outrance » ! (L'on ne pouvait rien attendre d'autre de leur part !) Il est d'ailleurs stipulé que « l'une des modalités de reclassement qui sont actuellement envisagées, consisterait dans la « hiérarchisation » totale de la prime de 12.000 francs qui n'est actuellement hiérarchisée que jusqu'à 3.000 francs. »

Et pour compléter cette « hiérarchisation » à laquelle ils ont l'air de tenir tant, voici relevé dans « le Monde » du 9-11-54 : « MM. Gilbert Jules et Jean Masson sont convenus d'accorder un crédit supplémentaire de 1.500 millions pour augmenter les traitements de certains fonctionnaires. C'est à partir de l'indice 450 que les membres de la Fonction publique auront droit à cette majoration... »

Ainsi, la différence entre les traitements s'aggrave.

Au mois d'octobre dernier, l'augmentation des salaires des petites catégories avait été aussi annoncée avec force bruit. Mendès-France est rusé, il entretient cette légende « du fonctionnaire trop payé à ne rien faire ». Mais il faut savoir que les indices 154 et 166 ont été augmentés respectivement de 195 et 32 francs par mois !

Ainsi la grande masse des fonctionnaires (petites catégories qui assurent tout le travail, et plus de travail qu'on ne pense en général) est lésée à chaque fois. Mais elle n'est pas dupe et ne se laissera pas couper de la classe ouvrière dont elle est partie intégrante.

Et que Mendès-France, avec sa politique sociale de pacotille, prenne garde et se souvienne de la grande grève d'août 53.

A Lille, aux ouvriers, il vient de demander d'accepter et d'attendre le rendez-vous d'avril (après celui, raté, d'octobre) !

Lorsque, fatigués de ces traitements de misère, nous lui fixerons un rendez-vous, nous ne l'annoncerons pas si longtemps à l'avance et nous espérons qu'il ne sera pas manqué !

Berthe BRIGITTE.

SYSTEME MENDES-FRANCE

PETITE AUGMENTATION DES SALAIRES ET GROSSE AUGMENTATION POUR LES PROFITS

Mendès-France a décidé généreusement qu'il fallait augmenter de 6 fr. 50 la prime des salaires les plus défavorisés.

Remarquez bien: la prime, pas le salaire.

Au même moment, le même Mendès a décidé de diminuer le prix du courant industriel. On sait que celui-ci est payé 15 à 30 fois moins par les industriels que par les usagers domestiques.

Il a calculé ainsi que les patrons non seulement récupèrent les 6 fr. 50 de prime par la baisse des tarifs électricité, mais encore auront des bénéfices !

Quant au déficit ainsi accru par l'E.D.F., les contribuables, donc les travailleurs le paieront.

Mendès-France est tranquille : le soutien du parti socialiste (en attendant l'embarquement de ministres de la S.F.I.O) et la faible opposition parlementaire (donc combinarde) des députés communistes lui donnent toutes garanties.

Du moins il le croit.

Parce que ça ne va pas durer longtemps; l'exemple des dockers anglais et ouvriers allemands est de plus en plus commenté.

TRAVAILLEURS AU COMBAT

Marinier, voici ton programme

Mariniers, bretons, normands, du Nord et de l'Est, vous êtes mécontents des salaires de misère que vous touchez à chaque fin de mois :

Matelots de chalands, 23.000 fr. et des poussières; conducteurs de bateaux à traction, 26.000 fr. et des poussières; matelots d'automoteurs de canaux, 26.000 fr. et des poussières.

Vous êtes honteusement exploités par toutes les Compagnies de Navigation, et, notamment par la plus grosse, la Compagnie Générale de Navigation H.P.L.M. et toutes sas filiales, exemple : Compagnie Générale du Midi; Compagnie Générale d'Alsace-Lorraine, Compagnie Rhénane de Navigation, etc.

Les gros actionnaires de cette Compagnie H.P.L.M. comme les familles d'Oberger, Jansen, Fleury, de Percin, etc., sont également actionnaires soit aux Grands Moulins de Paris et de Corbeil, dans les cimenteries, dans les mines de cuivre de Rio-Tinto, d'Espagne, etc.

Ils touchent de partout de gros dividendes pour leurs actions. Et de plus l'Etat leur vient en aide de mille et une manières. « Car, les pauvres, ils n'en ont jamais assez ».

Il en est de même à la C.C.M.T., là, d'ailleurs, les capitaux sont franco - anglais. A l'Union Normande, à la Compagnie Roy et chez Maurice Sénécaux.

Quant aux Compagnies pétrolières, c'est le cosmopolisme des capitaux anglo - américano - franco-Allemands, etc.

L'argent n'a pas de patrie pour ce beau monde des Compagnies fluviales. Il n'y a pas de frontières pour cette haute société, il n'y a que des superprofits.

Il est regrettable que le syndicat C.G.T. ne pose pas clairement les revendications des mariniers.

Quoi ! C'est bien toi matelot, c'est bien toi, capitaine d'automoteur, qui peine dans la « Vallée de 70 » sur le canal de Bourgogne.

C'est bien toi, conducteur de bateau à traction qui peine 14 et 15 heures par jour sur le canal du Nord.

Vous n'avez même pas le temps de manger le midi.

La route est longue de Janville à Dunkerque ou à Lille; que de fois ne faut-il pas ramasser « le tirage ou le chabillot » glacé et trempé en hiver. Sous la pluie, la neige, le verglas il vous faut travailler comme des mercenaires, pendant que ces messieurs les actionnaires se prélassent dans les salons de Passy ou du Quai aux Fleurs, ou même du boulevard Henri-IV, à Paris.

C'est bien toi, marinier de la Basse-Seine, qui risque de te faire couper une jambe à l'étiage de Port-Villez ou de Meulan.

Donc, camarades, exigez que le syndicat C.G.T. pose les revendications suivantes à votre patronat de combat :

1° Un mois de congé pour tous, avec une indemnité de vacances pour pouvoir prendre ce congé;

2° La retraite uniforme pour tous, payée par l'état et le patronat et au moins égale au minimum vital;

3° Une augmentation uniforme des salaires de 10.000 francs par mois,

4° Suppression définitive des abattements de zone,

5° Des écoles laïques, avec internat moderne à Conflans-Saint-Honorine, au Bassin-Rond, à Lyon et à Strasbourg.

Ne parlons pas de la C.F.T.C.. Ce syndicat est financé par le patronat. Son secrétaire Bottms, est l'ancien chef-du-personnel de la Compagnie H.P.L.M., à Paris, 28, boulevard de la Bastille.

Mais, par contre, dans vos assemblées générales de la C.G.T., exigez l'application de ce programme revendicatif.

Elisez des responsables syndicaux qui acceptent votre programme, car c'est *votre programme*, mariniers.

Chassez les incapables à la Désiré Brest ; il est trop bien avec Maurice Sénécaux, pour se battre à votre tête contre le patronat.

Passez à l'action comme en 1934-1935-1936. A cette époque, la « Chanteuse », femme du dénommé Brest Désiré, chantait l'INTERNATIONALE sur nos barrages de bateaux fluviaux à Bougival !

Tous Unis et avec l'aide de la Fédération Communiste Libertaire, vous vaincrez l'Etat et le patronat qui peuvent l'un et l'autre satisfaire vos légitimes revendications.

Donc, dès maintenant, groupez-vous, organisez-vous. Reprenez le combat, reprenez l'action directe contre vos exploiteurs et leurs aides !

Renseignements : Rouen, Bernard Boucher, 42, r. fg Martainville : F.C.L. Paris et autres ports.

CE DONT LA GRANDE PRESSE NE PARLE PAS

LONDRES : 8.000 ouvriers des chantiers restent en grève. Solidarité de leurs camarades des ports allemands et hollandais

AUSTRALIE : Grève des dockers, 150 navires immobilisés

NOUS écrivions dans notre dernier numéro : « Les dockers britanniques reprennent le travail la tête haute » et nous soulignions en conclusion : « Nous savons que si jamais le patronat reniait ses promesses et ses engagements, la grève de nouveau déferlerait sur les ports britanniques... ».

On sait qu'effectivement de nouveaux débrayages ont eu lieu pour que les patrons respectent leurs engagements et aussi pour ne pas accepter l'embauche de futurs « jaunes » non syndiqués.

De nouveau le travail devait cesser du moins chez les vérificateurs de cargaisons à cause de l'embauche de sept non syndiqués. Magnifique exemple d'intransigeance prolétarienne vis-à-vis du patronat. Le déchargement et le chargement des navires de haute mer serait donc menacé de nouveau.

De plus, 8.000 travailleurs des chantiers de radoub **sont toujours en grève** et la solidarité internationale que nous appelions la semaine passée joue enfin : **les ouvriers des chantiers des ports d'Allemagne et de Hollande ont décidé de boycotter tout navire devant recevoir des réparations et qui serait dirigé vers l'Allemagne et la Hollande.**

*

Pendant ce temps, **tous les ports d'Australie sont paralysés par la grève des dockers.**

Les bateaux immobilisés à Sydney sont au nombre de cinquante-deux, et pour l'ensemble de l'Australie leur total s'élève à cent cinquante.

Le gouvernement australien de son côté en engagé la bataille contre les dockers.

Des mesures législatives sont introduites aujourd'hui pour briser le mouvement en autorisant les entreprises maritimes à embaucher des arrimeurs partout où ils pourront en trouver.

La Fédération, prévoyant cette initiative gouvernementale, a lancé le 4 novembre un ordre de grève, et le débrayage coûtera quotidiennement 150.000 livres.

Le conflit n'est donc pas achevé. Il prend le relais de celui des ports anglais et l'on comprend le silence de la presse aux ordres de Mendès.

Mais le nouveau conflit prouve que **la grande grève anglaise a été un bon exemple.**

*

C'est ce que reconnaît le 27 octobre le journal de la Haute finance **Agence Fournier.** Lisez : « La paralysie dont les grèves l'ont frappée (l'Angleterre) est d'autant plus désastreuse qu'elle atteint d'immenses quantités de denrées périssables ».

« Pourquoi cet effroyable conflit ? On sait que les employeurs prétendaient inclure dans le salaire les heures supplémentaires ».

« Cette mesure pouvait être discutée et comme toujours les représentants des Trade-Unions (les Syndicats) eussent emporté une solution admissible et pacifique. **Mais voilà : pour la première fois dans son histoire, la Grande-Bretagne a vu suspendre unanimement le travail sans que les chefs syndicalistes aient été avertis.** Pour la première fois, ces chefs ont donné l'ordre de la reprise du travail sans être obéis ».

Et c'est vrai ! Ajoutons que le succès des dockers a été complet malgré les efforts des bonzes syndicaux et en particulier du secrétaire à perpétuité Deakin qui a multiplié les ordres de reprise aux grévistes en se faisant huer régulièrement.

Voilà donc la bonne méthode : et en France, quand des dirigeants syndicaux, qu'ils soient de la C.G.T., de F.O. et de C.F.T.C., trahissent les intérêts ouvriers parce qu'ils sont enfoncés jusqu'au coup dans leurs combinaisons politiciennes, que les travailleurs s'entendent entre eux, nomment leur comité et passent à l'action. C'est le seul moyen de faire reculer les exploiteurs et aussi d'arriver par l'action à l'unité syndicale de classe qui crée une force irrésistible.

P. COURSAN.

La reconstruction à Caen

Grand tintamarre le 26 octobre à Cormeilles-le-Royal, tout près de Caen; des grands messieurs, le préfet du Calvados, des ingénieurs généraux, des anciens ministres, etc., etc., sont arrivés en grande caravane. C'est qu'en quinze mois, a été mise sur pied une grande usine de fabrique de munitions, elle marche déjà activement à fabriquer des obus de 155. Elle en sortira 70.000 par mois à partir de janvier 1955.

L'usine appartient aux « Forges de Pompey » (Meurthe-et-Moselle), dont les deux directeurs, les frères Fould étaient présents et ont offert un bon « gueuleton » aux grosses huiles.

Voilà le tableau de la reconstruction dans le Calvados : tout pour préparer de nouvelles démolitions avant même d'avoir fini la reconstruction.

Et dire que Mendès-France est présenté comme un progressiste, par les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste !

(Correspondant.)

UNE EXPLOITATION MOYENAGEUSE

Les bonnes "à tout faire"

Les bonnes à tout faire sont (comme tous les gens de maison), une branche déshéritée du prolétariat. Pour ce travail, non influencé par l'industrialisation et tirant directement ses traditions du servage, la plupart des jeunes filles employées, issues de bourgs lointains soumis à la propagande clérico-réactionnaire, faisaient preuve d'une mentalité timorée, voire même résignée. Tous ces faits concouraient au maintien d'une exploitation féroce par un patronat rapace.

Or, depuis quelque temps, la situation se trouve changée, du point de vue revendication. Des femmes, ayant travaillé en usines et réduites au chômage par des crises successives, obligées de devenir bonnes à tout faire pour subsister, font montre d'un comportement prolétarien beaucoup plus combatif.

Il n'en reste pas moins des conditions de vie et de travail terribles pour les bonnes.

Ainsi, pour ne citer que quelques cas parmi tant d'autres :

A Saint-Maurice, chez Blanck, la jeune bonne s'occupe de l'entretien de 6 pièces, fait la cuisine, la lessive de 5 personnes et garde 3 gosses en bas âge. L'horaire, en principe, est de 7 heures à 20 h. 30; mais comme tout le monde sait que le travail dans une maison (et surtout bourgeoise !) n'est jamais fini, elle ne quitte pas son service avant minuit ! Et ceci pour 13.520 francs et 4 jours de repos par mois !

Chez Burlet, *maire du 4e arrondissement*, propriétaire de plusieurs immeubles dans Paris et de 4 maisons à la campagne, la bonne est encore plus exploitée. Elle doit s'occuper de l'entretien de 11 pièces, faire la cuisine, laver le linge de 3 personnes pour un maigre salaire de 13.524 francs par mois et une après-midi de sortie par semaine. De plus, il lui est interdit de parler aux voisins; le sieur Burlet, craignant pour sa publicité, ne la « paie » pas pour s'entretenir avec des administrés plus ou moins mécontents ! A sa dernière bonne, qui attendait un enfant et ne pouvait laver, il a eu le triste courage de retirer 4.000 francs à la fin du mois (sans le déclarer sur la feuille d'assurances), et ce, afin de payer la femme de lessive !

Une jeune Anglaise, possédant une instruction assez solide et voulant perfectionner son français, a fini par trouver une place de gouvernante chez un gros industriel de la Seine-et-Oise. Elle s'occupe entièrement (linge, nourriture, sorties, instruction) d'une enfant de 8 ans et à l'occasion elle doit servir la mère qui ne se déplace même pas pour prendre un livre à quelques mètres d'elle ! Mais où la chose devient révoltante, c'est lorsque l'on connaît son salaire : 5.000 francs par mois ! La petite dont elle s'occupe a d'ailleurs fait cette réflexion: « Maman m'a dit que j'aurai toujours des gouvernantes étrangères, parce qu'on les paie moins cher ! »

Ce métier, par lui-même, « servir » — et de quelle façon ! — ces gros riches et ces gros bourgeois, avares pour la plupart du temps lorsqu'il ne s'agit pas de leurs propres plaisirs, est inconcevable.

Les jeunes bonnes sauront se grouper pour améliorer leurs conditions de vie dans l'immédiat et pour supprimer, dans la société à venir, ce genre d'emploi.

(Correspondantes.)

VIVE L'ALGÉRIE LIBRE !

(Suite de la première page)

C'est que le gouvernement général d'Alger craint notre développement. Il sait que notre section sœur de l'I.C.L., le M.L.N.A. étend son influence, il sait qu'il a protesté avec force à propos des mesures prises contre Messali Hadj (protestation insérée dans *Le Libertaire* n° 402 et dans le dernier numéro de *L'Algérie Libre*, en haut de page).

Mitterrand a osé dire que les Algériens, citoyens français, n'avaient aucun droit de se révolter. On sait comment, Mitterrand et ses pareils traitent les Tunisiens et Marocains qui, sujets étrangers ont théoriquement le droit de se battre contre la France ! On sait aussi comment les Algériens sont citoyens français (élections truquées, terreur, lois électorales réduisant fortement l'importance des suffrages des indigènes). Mais l'hypocrisie de Mitterrand est vaine. Sa déclaration de guerre aux résistants algériens ? Elle ne fait que répondre, à la déclaration de lutte à outrance du peuple algérien contre l'impérialisme français et nous pouvons affirmer qu'*une nouvelle guerre d'Indochine commence.*

Pour nous, militants de la F.C.L., et pour vous, camarades qui suivez notre combat, nous avons notre place toute marquée dans cette lutte :

— Solidarité avec les combattants de la liberté, et au premier plan, avec nos camarades du M.L.N.A.

— Campagne acharnée pour le retrait du contingent et de toutes les troupes — campagne pour que soit rapporté l'interdiction du M.T.L.D. et de son journal *L'Algérie Libre*, campagne pour la libération de Messali Hadj et de tous les militants du M.T.L.D.

Voilà notre programme d'action. Voilà ce que les partis dits « socialiste » ou « communiste » se refusent à faire parce qu'ils ont parti lié avec Mendès ou qu'ils craignent d'être dépassés dans la lutte.

Vive l'Algérie libre.

LIB

125 ans d'exploitation

(Suite de la première page)

Si donc messieurs les ministres veulent chercher les responsables des événements actuels qu'ils se regardent eux-mêmes dans la glace !

Agir sans délai

IL n'a pas fallu longtemps au peuple algérien pour comprendre toute la duplicité d'un Mendès-France et la véritable trahison des partis dits ouvriers. Le Parti Socialiste ose écrire : « Ne frapper que les vrais coupables ». *L'Humanité*, elle, cache ce que nous venons de citer et se garde d'appeler à l'action. Ce journal a même osé reprocher au mouvement algérien M. T. L. D. d'avoir déclaré que Mendès-France ne changera rien !

Voilà pourquoi il importe d'agir sans retard pour empêcher la répétition en Algérie des massacres et des exécutions de Tunisie et du Maroc. D'abord en dénonçant l'attitude du Gouvernement Mendès-France; au lieu de satisfaire aux revendications des Algériens, il ramène d'Indochine en Algérie, des unités de la Légion. Il faut aussi exiger le rapatriement immédiat de tous les soldats du contingent envoyés en Afrique du Nord.

Ce doit être le début de la grande action de solidarité des travailleurs français avec leurs frères d'Algérie.

Jeune Révolutionnaire

Pour la diffusion, passez dès aujourd'hui vos cammandes à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10e). C.C.P. Jeune Révolutionnaire, Paris 11772-56.

Abonnement : 6 mois ., 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

Souscription permanente

du 1er au 31 octobre

Duplessis ..	500	Chancelle ..	100
Daubert ...	460	Levrez	50
Vallet	250	Prince	100
Thomas	100	Garin	100
Bouvier	100	X...	100
Goby	300	X...	100
Gpe Lyon .	325	Lacoque ...	500
Groupe Narbonne ...	3.000	X...	220
Narbonne ..	1.000	Paris (19e) .	700
André et Mano	850	Ferrec	825
Wauquier ..	200	X...	50
Arnaud	100	X...	100
Moch	500	Un lecteur d'Alfortv..	80
Motta	740	Gpe Alfortv.	500
Azzolini ...	1.000	Paris (19e) .	500
Serrée	100	Espinalt ...	250
Perrais	200	Roland ...	500
Marius	100	X...	100
Cohen	250	X...	300
Grosdidier ..	200	Roger	175
Girardot ..	200	Pierre	200
Delamotte .	300	X...	60
Berthier ..	500	Henri	100
X...	100	Jean	500
Gamba	500	Jojo	500
X...	50	Kropf	275
X...	150	Vente Libertaire (19e)	70
Paris (19e) .	800	**Liste n° 51**	**(Vitry)**
Garano	100	Espinalt ...	500
Richer	500	Buch	100
Aimat	50	Mallus J.-P..	400
Facteur	40	Busset	100
Beaujouan .	500	Martin R. ..	500
X...	20	Martin J. ..	100
X...	40	Busset	100
X...	96	Espinalt ...	200
X...	50	Mallus A. .	200
Girod	850	Total	23.966

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.

L'hypocrisie "démocratique" des U.S.A. en Espagne

Le département d'Etat est intervenu auprès du Gouvernement espagnol pour que soient autorisées les célébrations religieuses israélites. Franco se retranchera derrière le Concordat signé le 27 août 1953 avec le Pape et qui fait du catholicisme la religion d'Etat.

Mais nous ne pouvons manquer d'opposer la démarche des Etats-Unis à leur soutien total de Franco sur le plan politique : Liberté pour les cultes religieux, mais la prison et la fusillade pour les militants des organisations révolutionnaires comme la C.N.T.

GOMEZ.

Mauvaise foi et colonialisme éclairé

(Suite de la première page.)

graphe de la motion, il est fait état de la nécessité du rapprochement indispensable des populations, alors que le premier paragraphe contribue justement par la présentation dépourvue des élémentaires garanties d'objectivité à créer tous les éléments du divorce de plus en plus grave entre les 2 populations.

Le 3e paragraphe est le plus scandaleux : nos majoritaires, dont les excégétistes n'ont pas pu faire partie, condamnent les terroristes sans appel qui, « avec les meurtriers, doivent être recherchés et punis ». Nos majoritaires n'ignorent pas que les recherches et les punitions sont confiées aux légionnaires, gardes mobiles, C.R.S. et autres gendarmes, en mal d'expéditions punitives depuis l'armistice en Indochine et que l'opposition des instituteurs contre la répression ne les empêchera pas d'exercer leur sens élevé de la justice en ratissant, violant, tuant, suivant les ordres de ceux qui veulent continuer à s'enrichir colossalement sur la misère des fellahs, ouvriers agricoles, mineurs, dockers, etc...

Mais, tranquillisons-nous : le S.N.I. ne sera-t-il pas là pour limiter les dégâts, alors que lui-même, en réclamant que « les meurtriers et les terroristes soient recherchés et punis », aura contribué à mettre en branle la machine répressive (on ne peut, en effet, employer une autre expression) ?

Pour nos réformistes, le problème est d'une simplicité enfantine : l'action vigilante des forces de l'Ordre, animée par un sens élevé de la justice, « punissant » les terroristes, nous conduirait, grâce à la motion de la Section d'Alger, inspirée par la motion de l'Union française adoptée au dernier Congrès des Instituteurs, à un rapprochement et à une « possibilité d'avenir pour la recherche d'une solution démocratique . Qu'avec prudence et peut-être même avec angoisse (si les responsables n'arrivaient plus à maintenir l'ordre ?!) cela est dit. On croirait entendre un fidèle écho du discours de Mitterrand, au cours de son voyage-programme en Algérie.

Non, camarades majoritaires, le terrorisme n'est pas un fait isolé en soi, ni provoqué par les émissions de la radio du Caire, comme le fait valoir avec tant de perspicacité (!) le gouverneur général de l'Algérie. Le terrorisme est la conséquence, en Algérie, de 124 ans d'expropriation, de surexploitation, de répression, de massacres, d'hécatombes au service de « la mère patrie », d'analphabétisme, d'étouffement de la personnalité culturelle et morale de l'Algérie, de l'hypocrisie démocratique et colonialiste.

Le terrorisme, c'est le seul espoir des fellahs et ouvriers agricoles à 250 fr. par jour, des centaines de milliers de chômeurs, d'émigrés, refluant vers les bidons villes, s'engagent dans une lutte à mort pour l'indépendance, car les colonialistes français et leurs séquelles de béni-oui-oui représentent pour eux la seule exploitation.

Le terrorisme et la lutte pour l'indépendance, c'est la solidarité des nationalités contre l'ennemi impérialiste commun et la réalisation de l'unité continentale politique, économique et sociale.

Actuellement, « la recherche des terroristes », suivant le vœu exprimé par les majoritaires du bureau de la Section d'Alger du S.N.I., est organisée : des centaines de responsables, militants nationalistes et communistes dont on ignore où ils sont détenus, les locaux perquisitionnés, les journaux saisis sous l'impulsion des maires constituant des milices, comme à Sétif, en 1945, où il n'y eut pas moins de 45.000 victimes, **menaçant** les responsables de les faire remplacer s'ils sont incapables **de rétablir l'ordre** (avec beaucoup de tortures, de sang et de camps de concentration).

C'est alors qu'on réalise la faiblesse du mouvement nationaliste algérien : la C.G.T., dont le secrétaire Benoît Frachon est venu exprimer la solidarité des travailleurs de France (1) à l'égard des travailleurs d'Algérie, est encadré (jusqu'à quand ?) par les staliniens avec leur colonialisme éclairé, type accord de Genève et autonomie interne de la Tunisie. Le mouvement syndical se trouve, par ce fait, désarmé devant le déchaînement aveugle de la répression. Et une tâche s'impose aux syndicalistes révolutionnaires et aux militants nationalistes : travailler à la constitution d'une confédération spécifiquement algérienne, indépendante des préoccupations du Politburo et de ses négociations avec les bons bourgeois français, même si ces derniers sont des colonialistes éclairés, une confédération qui ne monnayera pas l'indépendance nationale contre un nouveau colonialisme éclairé pro-américain, mais qui, le colonialisme abattu, marchera par la solidarité révolutionnaire internationale vers le véritable communisme et la véritable paix.

(1) A quand la grève générale de solidarité contre la répression ?